



*« La nef des fous »
Ou
Le Dialogue social au ministère du travail*



*Ignorant
Kafkaïen
Opaque
Méprisant
Surréaliste*

Telles sont les
caractéristiques de la
Révision **G**énérale des
Politiques du **D**ialogue
Social

mises en place depuis
plusieurs mois par
l'administration et les
services du ministère du
travail à l'égard des
personnels et de leurs
représentants.

Effectivement, l'administration du ministère du travail a continué avec constance et vigilance sa Révision Générale des Politiques du Dialogue Social, à savoir :

- **des convocations à des groupes de travail informels** pour entendre seulement la version finale de l'administration sur des sujets aussi importants que la formation des agents, les primes ...
- **des pseudo rencontres avec les autorités** pour parler enfin de la RGPP : expédiées en moins d'une heure pour entendre seulement la lecture des documents mis sur l'extranet, notamment sur les DIRECCTE, et sans discussion ni explication ainsi que le fut la réunion du 25 septembre dernier avec le Secrétaire Général des ministères sociaux.



- *des réunions institutionnelles apprises au dernier moment* au détour d'un groupe informel avec l'envoi tardif des documents s'y référant **avec un passage en force pour des dossiers essentiels comme la réforme du statut de l'inspection du travail, qui doit être à l'ordre du jour du prochain CTPM, le 21 octobre.**
- *d'autres réunions institutionnelles décommandées* et reprogrammées incessamment pour ne pas être réunies une seule fois dans l'année, tel le CHSM, alors les partenaires sociaux avaient demandé sa convocation en urgence sur les conditions de travail, comme les textes leur en donnent le droit.
- *des "menaces" à peine voilées du genre : "la fonction publique le veut"* et des excuses infantiles du style *"je n'ai pas de mandat"* pour éviter toute discussion sur les questions posées par les partenaires sociaux concernant la rédaction des projets **qui démontrent le risque grave de dérives et/ou de méconnaissances statutaires et réglementaires pour l'avenir de nos métiers et corps spécifiques comme pour l'ensemble des personnels de ce ministère.**
- *un simple appel téléphonique pour annoncer la décision de délocaliser* DARES, DRESS et INSEE pour regrouper un pôle statistique sans aucune explication.
- *un silence fracassant sur la stratégie globale de la RGPP mais des « réformettes »* adoptées, apparemment sans lien avec la politique générale de l'avenir du ministère : la casse est en marche ; les préfets auditionnent les services déconcentrés !

Mais toujours aucune information finalisée, globale et adulte n'a été donnée aux personnels et à leurs représentants

Alors L'UNSA dénonce, avec force et vigueur, ce pseudo- dialogue social :

qui cache un passage en force de textes importants, mettant en péril l'avenir des corps et métiers des personnels du ministère du travail

qui ment sur le devenir des missions des axes travail- emploi et formation professionnelle

qui refuse de donner la véritable information, permettant aux agents de se positionner dans la conjoncture de la RGPP.